



Réponse de Telecom Italia SA (« TI ») à la consultation relative à l'analyse des marchés de gros du haut débit et du très haut débit

Marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle local filaire

I/ Sur la définition du marché pertinent et l'opérateur exerçant une influence significative

Telecom Italia souscrit pleinement à l'analyse de l'ARCEP relative à la délimitation du marché pertinent en termes de produits et services, à la délimitation géographique du marché ainsi qu'à la désignation de l'opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

En particulier, Telecom Italia considère que les offres passives de mise à disposition de fibre optique font partie du marché pertinent de la présente analyse, que le marché en cause est de dimension nationale et que France Télécom y exerce une influence significative.

II/ Sur les obligations pour le dégroupage

Telecom Italia partage pleinement le souhait de l'Autorité de voir l'ensemble des prestations existantes en matière de dégroupage reconduites dans le cadre réglementaire à venir. En effet, Telecom Italia a investi plus de 350 millions entre 2005 et 2007 dans le dégroupage et prévoit de poursuivre son déploiement en 2008. Il est donc primordial que le cadre réglementaire reste stable et permette à Telecom Italia d'une part de rentabiliser les investissements déjà consentis et d'autre part de poursuivre son déploiement sans remise en cause des choix techniques et économiques réalisés.

Réaménagement de la boucle locale

Telecom Italia considère que France Télécom devra continuer à informer les opérateurs alternatifs de tout projet de réaménagement de sa boucle locale du type NRA-HD ou NRA-ZO qui impacte leur déploiement et leur stratégie commerciale. Au-delà de cette information préalable, France Télécom devra également continuer de proposer aux opérateurs des mesures d'accompagnement dans le cas où la création d'un nouveau NRA impacte leurs clients sur NRA d'origine, comme une offre de fibre nue à un tarif orienté vers les coûts pour relier le NRA d'origine au nouvel NRA. Enfin, FT devra proposer des offres de migration sans coût et générant le moins de perturbation possible pour les clients.

Migration inter-opérateurs

TI considère que FT devrait introduire une distinction entre la situation dans laquelle une connexion suppose l'intervention d'un technicien sur la ligne et celle dans laquelle elle se réduit à une modification de l'attribution de la ligne dans son système d'information. Cette seconde opération dite de "migration" représente nécessairement pour France Télécom des

coûts nettement moins importants que ceux liés à la mise à disposition d'un nouvel accès DSL.

Dans un marché de l'Internet haut débit de plus en plus mature ou le churn d'un opérateur à l'autre va devenir de plus en plus important, il nous apparaît désormais nécessaire d'individualiser, en particulier d'un point de vue tarifaire, une prestation de migration inter opérateur. En effet, selon nos estimations, le marché des churners pourrait avoisiner celui des primo accédants dès 2008 et le dépasser dans les années suivantes.

Dégroupage total par reprise de ligne et par construction de ligne

Telecom Italia considère bien évidemment justifié la position de l'Autorité qui réaffirme l'obligation pour France Télécom de faire droit aux demandes légitimes d'accès à la boucle locale dégroupée à travers le maintien, dans l'offre de référence, des trois modalités actuelles de mise à disposition des accès.

Telecom Italia déplore cependant le fait que France Telecom ne propose pas encore aux opérateurs un processus de construction de ligne entièrement fiabilisé. Il est en effet inacceptable que France Telecom n'ait toujours pas mis à la disposition des opérateurs l'intégralité des outils nécessaires au traitement automatique des commandes de construction, tels que :

- les comptes rendus intermédiaires de gestion des rendez-vous,
- ou encore l'outil Setiar, outil indispensable à l'identification automatisée des lignes à construire.

Ce retard dans la mise à disposition des opérateurs de processus et d'outils fiables pour la construction de lignes a obligé TI à retarder le lancement commercial de ce service et l'a ainsi privé de revenus très importants.

Equipements autorisés en salle de cohabitation

TI adhère totalement au principe préconisé par l'Autorité de mutualisation des ressources déployées sur un site au titre du dégroupage, des offres de gros d'accès haut débit et des prestations d'interconnexion ou de dégroupage. A ce titre, TI attire l'attention de l'Autorité sur une contrainte imposée par France Télécom qui va à l'encontre de ce principe. Il s'agit de l'interdiction de maintenir des équipements de transmission (ADM, couche CWM) déjà installés en salle de colocalisation aux fins de la collecte DSL en cas de résiliation des BPN dans cette salle de colocalisation. Cette contrainte résulte uniquement d'une lecture rigide par France Télécom des conventions en vigueur mais ne trouve aucune justification logique, le maintien de ces équipements n'entraînant pour elle aucun coût ou complexité technique supplémentaires. Au-delà de cet exemple, TI demande donc à l'Autorité de veiller à ce que ce principe de mutualisation et ses principales déclinaisons pratiques figurent bien dans les obligations imposées à France Télécom.

Obligation de publication d'informations concernant l'accès : évolution des offres de référence

TI considère que si un préavis de 3 mois peut être adapté pour certaines évolutions mineures

des offres de référence, un tel délai est trop court pour des évolutions liées au réseau ou au système d'information (évolution d'une zone d'influence d'un NRA, évolution du FOP...) qui ne saurait être inférieur à 6, 12 ou 18 mois suivant l'importance des évolutions. En tout état de cause, et compte tenu de l'expérience de TI ces dernières années en matière de délai d'adaptation aux évolutions des offres de FT, il nous paraît impensable que les différents délais actuellement prévus par les offres de référence soient raccourcis.

Lorsqu'une modification de l'offre de référence conduit à une baisse tarifaire, TI partage l'analyse de l'ARCEP qu'un délai d'un mois est, en règle générale, approprié. Un tel délai permet de donner un minimum de prévisibilité aux opérateurs quant à l'évolution de leurs coûts et de minimiser l'asymétrie d'information dans laquelle se trouvent France Télécom et les opérateurs alternatifs vis-à-vis de cette baisse tarifaire. Cependant, TI considère que l'Autorité doit conserver le pouvoir, si aucun opérateur ne s'y oppose, d'imposer une baisse tarifaire immédiate. En effet, dans la mesure où ces baisses tarifaires ont pour objectif d'aligner les tarifs de France Télécom sur ses coûts, il n'y a aucune raison de décaler ces baisses tarifaires dans le temps. Cela est d'autant plus vrai que l'expérience montre que les baisses tarifaires sont souvent retardées au maximum par France Télécom et acquises, voir imposées, après de longues négociations (parfois des années) avec les opérateurs alternatifs et/ou l'ARCEP.

Qualité de service

Afin de répondre aux besoins des consommateurs en matière d'amélioration de la qualité des services haut débit, Telecom Italia a largement orienté sa stratégie commerciale sur des engagements forts, dont les indicateurs sont publiés dans le cadre du contrat Alice pour vous. A titre d'exemple, Telecom Italia s'engage sur une activation en moins de 2 semaines et propose un dédommagement automatique à ses clients en cas d'interruption de service.

Au-delà de la stratégie commerciale de Telecom Italia, la question de la qualité de service constitue un enjeu concurrentiel majeur. C'est pourquoi, Telecom Italia ne peut que soutenir l'analyse de l'ARCEP qui tend à reconduire intégralement les obligations réglementaires pesant sur l'opérateur historique, en matière de publication des indicateurs de qualité de service de ses offres de gros et de détail correspondantes.

Pour autant, il convient quand même de souligner le biais existant dans les indicateurs actuels. En effet, si l'on veut que France Télécom et les opérateurs alternatifs puissent se concurrencer sur un pied d'égalité sur le marché de détail, il faut nécessairement que France Télécom fournisse ses services de gros dans des délais plus courts que ceux qu'il applique sur le marché de détail, les opérateurs alternatifs devant ajouter au délai de FT un délai lié à leurs propres activités. Il n'est donc pas juste que des délais comparables soient pris en compte pour les indicateurs de gros et de détail, ce qui est pourtant largement le cas aujourd'hui.

De plus, Telecom Italia considère que ces mesures, peu contraignantes, sont insuffisantes et qu'une amélioration structurelle de la qualité de service des offres de gros de FT passe inévitablement par une intervention accrue de l'Autorité.

Cette intervention devrait selon nous prendre la forme d'une obligation pour l'opérateur historique de renforcer son régime de pénalités et de redéfinir certains processus opérationnels existants inefficaces. D'une manière générale, Télécom Italia souhaite

renouveler sa demande, déjà formulée lors du dernier Comité de l'interconnexion, que l'Autorité procède à un audit de France Telecom afin de s'assurer de l'affectation de ressources suffisantes pour le SAV.

Sur la mise en œuvre de pénalités plus incitatives que celles figurant dans les contrats en vigueur

Telecom Italia ne peut que s'étonner de la position de l'Arcep qui laisse aux opérateurs alternatifs le soin de négocier « de bonne foi » avec France Telecom de nouvelles modalités d'engagements en vue d'améliorer la qualité de service.

En effet, Telecom Italia souhaite rappeler que les opérateurs ont de manière récurrente depuis de nombreuses années demandé à France Telecom la mise en œuvre d'un régime de pénalités incitatif décorellé de la fourniture de prévisions et applicable à l'ensemble des prestations de gros. Telecom Italia, elle même, avait formulé cette demande à l'Arcep, dès 2004, dans sa réponse à la première consultation sur l'analyse du marché de gros du dégroupage et de l'accès.

A ce jour, force est pourtant de constater qu'aucune solution n'a pu être trouvée par le biais de négociations. Telecom Italia rappelle à l'Autorité que la situation de blocage est telle aujourd'hui que certains opérateurs, considérant l'octroi de pénalité impossible à obtenir en pratique, ne transmettent même plus de prévisions.

En conséquence, Telecom Italia demande à ce que soit défini sous l'égide de l'ARCEP un nouveau régime de pénalités incitatives dont les modalités seront intégrées dans les offres de référence dégroupage et DSL avec les caractéristiques suivantes :

- des pénalités s'appliquant à l'ensemble des prestations
- une progressivité des pénalités renforcée
- des pénalités déplaçonnées ou plafonnées à un niveau acceptable
- une application des pénalités non conditionnée par l'envoi de prévision, ou à tout le moins, à un régime de prévision de commande moins contraignant (des prévisions de moindre granularité : par exemple non plus par NRA mais par département).

Sur les améliorations à apporter aux processus existants

Si la question des délais de livraison est moins préoccupante que celle du SAV, il n'en reste pas moins que ces délais pour le dégroupage et surtout le DSL sont souvent inférieurs à 90% mais surtout irréguliers et plutôt dans une tendance de dégradation. Plus grave encore, Telecom Italia déplore une très nette dégradation des délais de rétablissement de ses accès en SAV et attire l'attention de l'Autorité sur des taux moyen de non-respect des délais contractuels inacceptables.

Telecom Italia estime donc que les processus actuels de SAV et les outils mis à disposition des opérateurs n'apportent pas les garanties suffisantes à la fourniture d'un niveau de qualité suffisant et stable.

A titre d'exemple, TI préconise de travailler sur les pistes suivantes :

- un retour systématique de France Telecom en cas de mauvaise prélocalisation d'un dérangement sur les accès en dégroupage (l'information pouvant figurer dans le ticket de retour de SIG)
- la communication de la longueur moyenne des câbles de renvoi dans les NRA afin d'améliorer la qualité des prélocalisations et apprécier plus finement la localisation d'un défaut en ligne ou chez le client,
- la communication d'informations techniques relatives aux incidents survenus sur les accès DSL ; l'absence de communication de ces informations place aujourd'hui les opérateurs dans une situation de dépendance aveugle vis à vis de l'opérateur historique,
- la remontée d'informations d'ATRIA plus détaillées que celles relatives à la synchronisation.

Par ailleurs, Telecom Italia demande que soit remédié rapidement au problème, endogène, de qualité dégradée des « lignes vieillissantes ». France Telecom devrait être contrainte d'introduire dans la Convention de Dégroupage une offre de remise en état de ses paires de cuivres à un niveau de qualité suffisant pour supporter des services haut débit.

Obligation pour France Télécom de proposer une offre efficace de « retour rapide » d'un accès

France Télécom propose depuis quelques mois une procédure de « retour rapide » d'un accès dans le cas d'un écrasement à tort. TI considère que cette procédure devrait être automatisée, fiabilisée et généralisée à l'ensemble des cas de rétractation d'un client dans le délai légal de rétractation de 7 jours.

En effet, dans la mesure où l'appréciation juridique par France Télécom du délai légal de rétractation de la loi Scrivener n'empêcherait pas la mise à disposition d'un accès dans ce délai, il convient, pour des raisons de non discrimination évidentes, que les opérateurs alternatifs puissent « remettre » un client dans sa situation initiale dans les mêmes conditions que celles proposées par France à ses clients.

La mise à disposition d'une telle prestation par France Télécom prend d'autant plus d'importance que l'Autorité a engagé des travaux en matière de publication d'indicateurs de qualité de service et notamment de délai de livraison.

Dégroupage par transfert de ligne avec portabilité du numéro

Le taux de respect de réalisation de livraison avec portabilité dans la même journée est aujourd'hui structurellement inférieur à 50%. Ce taux est très éloigné de l'engagement de FT dans son offre de référence et inacceptable. TI préconise donc qu'une pénalité incitative soit associée au non respect de cet indicateur dans l'offre de référence de France Télécom comme cela existe en Italie par exemple.

Obligation de contrôle tarifaire

TI est favorable à une orientation vers les coûts de l'ensemble des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire ainsi que des prestations connexes.

A cet égard, TI considère que de nombreuses prestations connexes au dégroupage dites « petits tarifs » comme l'énergie, les câbles de renvoi, les LIB, la désaturation des répartiteurs (regroupement de têtes de ligne)... ne sont pas aujourd'hui orientées vers les coûts. TI ne peut donc qu'inviter l'Autorité à accélérer ses travaux et conduisent rapidement à une révision des tarifs de ces prestations.

TI considère que les frais d'accès au service de l'offre "DSL Access" et « DSL Access Only » ne sont pas orientées vers coûts d'un opérateur efficace. Nous en voulons pour preuve que son montant est resté stable depuis 2002 à 53 euros (49€ depuis le 1^{er} juillet 2006) et ce de manière totalement décorrélée des gains de productivité que France Télécom a nécessairement enregistré sur cette période du fait de la forte croissance non anticipée du marché des offres bitstream en France. Pas davantage, la nature très différente des prestations que rémunère ces FAS, selon que FRANCE TELECOM doit mettre à disposition un nouvel accès ou simplement le migrer d'un opérateur vers un autre, n'a jamais été reflétée dans le tarif.

Dans ces conditions, nous avons accueilli avec intérêt la récente baisse à 49 euros HT des Frais d'Accès au Service de l'Offre « DSL Access » de France Télécom à compter du 1^{er} juillet 2006, bien que nous ne disposions d'aucun élément nous permettant de considérer que cette baisse reflète de manière adéquate celle des coûts pertinents, ce qui nous conduit nécessairement à faire à l'égard de ce montant toutes réserves.

Obligation de séparation comptable

Si Telecom Italia soutient globalement l'approche de l'ARCEP en matière de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, elle tient à réaffirmer que ces règles sont une condition indispensable mais non suffisante pour garantir le respect du principe de non discrimination entre France Télécom et les opérateurs alternatifs. Elles doivent en effet impérativement s'accompagner de règles en matière de séparation fonctionnelle.

Ceci est encore plus vrai à l'heure du développement du très haut débit en France pour lequel les opérateurs alternatifs se retrouvent, sans doute encore plus que dans le cas du haut débit, dans une situation de dépendance vis-à-vis des infrastructures de l'opérateur historique. En effet, en dehors des zones très restreintes où les opérateurs alternatifs pourront utiliser des égouts visitables pour déployer de la fibre, les fourreaux de France Télécom représenteront dans la plupart des cas l'infrastructure essentielle et incontournable pour le déploiement du très haut débit. Dans ces cas, la situation est déjà celle là dans le cadre des expérimentations fourreaux menées par les opérateurs alternatifs aujourd'hui, ces derniers donnent à France Télécom une visibilité complète sur leur plans de déploiement. Compte tenu de la complexité du déploiement de la fibre dans les fourreaux de France Télécom, cette visibilité lui est donnée de nombreux mois à l'avance, le temps des visites des fourreaux, de la validation des études terrain par France Télécom, du traitement des commandes, du déploiement physique de la fibre...

Des problèmes potentiels de concurrence se posent également en matière de câblage vertical des immeubles. Si l'on part du constat d'une part que France Télécom, disposant de nombreux avantages naturels dans le déploiement de la fibre, sera très souvent « l'opérateur d'immeuble » et d'autre part que cet opérateur d'immeuble sera responsable du câblage interne (y compris l'horizontal palier), on comprend que les opérateurs alternatifs seront là aussi dans une situation de dépendance vis-à-vis de France Télécom.

Or, le cadre réglementaire actuel ne confère à notre sens pas de protection suffisante en matière d'étanchéité des informations entre la branche réseau de France Télécom et ses branches commerciales et plus globalement en matière de parité de traitement.

Ainsi, TI invite instamment l'Autorité à renforcer le cadre réglementaire en matière de parité de traitement en s'inspirant par exemple de l'action du régulateur italien (AGCOM) qui, dès l'année 2002, a imposé des règles strictes en matière de séparation fonctionnelle à Telecom Italia, à ses frais, dans la décision 152/02/CONS sus mentionnée :

1. T.I. doit garantir une étanchéité suffisante entre sa branche réseau et ses branches commerciales ;
2. Les données, notamment de trafic, des opérateurs ne peuvent pas être utilisées à des fins commerciales par TI (par exemple win-back). En particulier, les systèmes d'information gérant les données des opérateurs doivent être utilisés par des employés différents de ceux en charge de l'activité commerciale de détail de Telecom Italia ;
3. T.I. doit fournir aux opérateurs des services de gros garantissant un niveau de QoS identique à celui qu'il fournit à ces propres unités commerciales. T.I. doit fournir tous les 6 mois une évaluation détaillée des indicateurs permettant de vérifier cette égalité de traitement ;
4. T.I. doit fournir, sous sa responsabilité, un rapport annuel certifié par un auditeur tiers démontrant la séparation entre systèmes d'information « commerciaux » et systèmes d'information réseau.

L'offre de LFO

TI partage avec l'ARCEP le constat que l'offre LFO est nécessaire pour permettre l'extension du dégroupage au-delà des zones où il est présent aujourd'hui. Pour cette raison, on peut considérer que l'offre de LFO est accessoire au dégroupage. Ainsi, l'offre LFO ne saurait être définie comme une offre commerciale mais devrait bien être régulée selon les mêmes principes que ceux applicables au dégroupage, en particulier en terme d'orientation vers les coûts. Elle devrait figurer dans l'offre de référence dégroupage de France Télécom, comme c'est le cas par exemple en Italie où l'offre de fibre figure dans l'offre de référence de Telecom Italia.

III/ Sur les obligations concernant la fibre

Telecom Italia partage avec l'ARCEP l'analyse que le marché de la mise à disposition d'infrastructures de génie civil pour le passage des câbles de communications électroniques dans la boucle locale est national.

Telecom Italia partage également l'analyse de l'Autorité sur la nécessité d'imposer à France une obligation d'accès à ses infrastructures de génie civil. En effet, les alternatives au génie

civil, telles que les égouts, étant très rares en dehors de Paris intramuros, il apparaît nécessaire de mettre en place une offre attractive de partage des fourreaux de France Telecom afin de favoriser le déploiement de réseaux très haut débit par les opérateurs alternatifs dans des conditions de rentabilité acceptables.

Pour que cette offre d'accès aux fourreaux puisse remplir son rôle, il convient d'imposer à France Télécom en la matière l'ensemble des obligations génériques appliquées dans le haut débit. L'expérience du haut débit montre que chacune de ces obligations a son importance. Leur application devra intervenir de manière simultanée et les pouvoirs de contrôle et de sanction de l'Autorité devront bien évidemment s'appliquer à ces nouvelles obligations.

Concernant les caractéristiques de l'offre de fourreaux susceptible de relever d'un accès raisonnable, TI renvoie à sa contribution récente sur la situation concurrentielle des fourreaux dans laquelle elle donne un certain nombre d'indications détaillées sur ce que devrait être le périmètre de l'offre en matière de demande d'informations, d'adduction, d'épissurage, de conditions d'utilisation des fourreaux... Il convient de noter à ce titre que les obligations proposées par l'ARCEP d'hébergement dans les chambres de tirage de FT des équipements passifs nécessaires au déploiement et d'acceptation dans les chambres d'adduction des loaves de fibre optique des opérateurs tiers nous semblent non seulement raisonnables et proportionnées mais indispensables à l'« efficacité » de l'offre de fourreaux. La visite des chambres de France Télécom entamée par Telecom Italia dans le cadre de l'expérimentation « fourreaux » menée à Levallois Perret montre également que ces règles doivent être imposées à France Télécom sous peine de discrimination avec les opérateurs alternatifs.

Les premières expérimentations « fourreaux » menées par Telecom Italia la conforte également dans son analyse qu'un opérateur alternatif ne pourra pas se positionner sur le marché du détail de manière compétitive en déployant la totalité de son réseau sur le génie civil de France Télécom. A la fois pour des raisons opérationnelles (notamment capacité disponible dans les fourreaux...), de délais ou tarifaires, un tel déploiement rapide n'est pas concevable.

Ainsi et compte tenu de la position dominante de France Telecom sur le génie civil lui conférant un avantage considérable sur le déploiement de la fibre sur le réseau d'accès, il apparaît indispensable que soit imposée à France Telecom, en parallèle à l'offre d'accès aux fourreaux, la mise en place d'une offre d'accès à la fibre noire jusqu'au bâtiment et une offre de bitsream optique. Ce n'est qu'en offrant plusieurs alternatives de déploiement aux opérateurs tiers que l'on peut espérer voir se développer un marché dynamique de la fibre jusque chez l'abonné pour le plus grand nombre.

TI met en garde l'Autorité contre tout retard pris dans la définition et la mise en œuvre d'un cadre réglementaire approprié au FTTH, c'est-à-dire allant au-delà des seules obligations d'accès aux fourreaux de FT et de mutualisation de la verticale, qui ferait courir un risque grave de préemption du marché par l'opérateur historique.

Marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational

Bien que les offres de gros d'accès haut débit de France Télécom existent depuis de nombreuses années, il convient de noter que ces offres ont fait l'objet de continuelles évolutions en termes de spécifications techniques, de règles de facturation, de modes opératoires de commandes nécessitant de la part des opérateurs alternatifs des investissements humains et financiers importants.

De plus, l'intégration de Tiscali par Telecom Italia en 2005 a conduit cette dernière à devoir gérer deux offres de collecte IP et ATM. Depuis cette date, Telecom Italia a d'ailleurs poursuivi la politique de Tiscali d'investissement dans le réseau ATM. La coexistence de deux offres de collecte, et même de trois si l'on considère l'offre de collecte IP nationale et régionale, et les contraintes imposées par France Télécom à certaines périodes sur l'offre ATM ont conduits à des migrations massives de clients d'une offre vers une autre et ont donc engendrés des coûts élevés pour Telecom Italia.

Ainsi, Telecom ne peut que se féliciter du postulat de l'ARCEP selon lequel les prestations existantes sur le marché de gros des offres d'accès haut débit doivent être maintenues pour assurer la pérennité des plans de développement des opérateurs et que ce maintien doit se faire sans coûts supplémentaires ou frais de migration.

Sur la migration de l'offre DSL Collecte ATM vers une offre DSL Collecte Ethernet

La migration de l'offre DSL Collecte ATM vers une offre DSL Collecte Ethernet devra être strictement encadrée et se faire en respectant les conditions suivantes :

- respecter un délai de prévenance suffisant ; le délai d'un an proposé nous semble trop court compte tenu des investissements engagés dans l'ATM,
- prendre en compte le fait que certaines infrastructures de raccordement (RHD, liens giga...) ne sont pas dimensionnées NRA par NRA mais à un niveau géographique plus élevé (département, région). Il conviendra ainsi de définir ces conditions de migration de telle sorte que ne pèse pas sur les opérateurs des coûts de collecte additionnels pour certains clients d'une zone donnée.
- plus globalement ne pas servir de prétexte à un renchérissement des offres de gros bitstream,
- se faire sans coûts supplémentaires ou frais de migration
- l'offre de collecte Ethernet devra garantir une mutualisation maximum avec l'offre de collecte IP en particulier au niveau des liens de raccordement.

Sur l'offre de télévision

TI accueille favorablement l'idée d'une offre de télévision basée sur l'offre de collecte Ethernet de FT. Cette idée répond clairement à une demande des consommateurs et aurait l'avantage de réduire la fracture numérique entre français dégroupables ou non dégroupables.

Pour autant TI souhaite émettre les réserves suivantes sur cette offre de télévision :

- TI ne croit pas que des négociations de bonne foi puissent aboutir dans un délai raisonnable à la définition d'une offre de télévision satisfaisante pour la concurrence.

Cette offre, accessoire à l'offre de collecte Ethernet, devrait être régulée et ses tarifs orientés vers les coûts : cette situation par exemple prévaut en Italie.

- les opérateurs alternatifs devraient être associés le plus en amont possible à la définition de cette offre afin que les choix technologiques faits par FT soient au maximum compatibles avec les choix déjà faits par les opérateurs alternatifs en matière d'acheminement des flux TV et ne génèrent donc pas pour eux de coûts de migration ou d'adaptation trop élevés,
- enfin, il ne serait pas acceptable que l'offre proposée par France Télécom contienne des limitations techniques aboutissant à fournir un service dégradé aux clients en zone non dégroupée par rapport aux clients en zone dégroupée ou par rapport au service accessible aux clients d'Orange.

Sur l'offre de bitstream optique

TI renvoie à ces commentaires sur la fibre ci-dessus et à la contribution de l'AFORST.

Sur les tarifs des offres d'accès haut débit

Si TI comprend et adhère à la politique constante de l'ARCEP de favoriser une concurrence durable basée sur l'investissement et donc favorisant le dégroupage, il est aussi évident que dans le marché des télécommunications des 3 ou 4 prochaines années et même au-delà, une partie très significative de la population (30/40%) se situera dans une zone non dégroupée (ou non fibrée).

Dans cette zone, les opérateurs alternatifs doivent pouvoir proposer des offres dans des conditions de rentabilité acceptables, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. L'offre de gros DSL nu de France Télécom en particulier, qui représente aujourd'hui l'essentiel de la demande et donc des coûts des opérateurs, est à un niveau tarifaire inacceptable.

Le maintien des offres d'accès haut débit au niveau tarifaire actuel a déjà conduit des opérateurs à ne plus proposer d'offres en dehors des zones dégroupées ou comme Telecom Italia a augmenté le prix de ses forfaits dans ces zones. Il conduit également, pour des raisons non pas techniques mais de rentabilité, à ne pas faire bénéficier du même niveau de service les clients en zone dégroupée ou non dégroupée (installation gratuite à domicile, offre de musique...). Ainsi, les tarifs actuels des offres de gros d'accès haut débit contribuent grandement à maintenir voir même à aggraver la fracture numérique entre les français.

TI est persuadé que, sans remettre en cause le principe d'échelle des investissements, il existe dès aujourd'hui une importante marge de manœuvre au regard des offres d'accès de FT pour améliorer la rentabilité des offres des opérateurs alternatifs en zone non dégroupée.

TI renvoie également à ces commentaires ci-dessus sur les obligations tarifaires en matière de FAS des offres de gros de FT.